

Bénévole et doux rêveur ?

Les rencontres faites sur site lors de nos interventions à Madagascar ainsi qu'aux réunions et manifestations associatives finistériennes font apparaître que de nombreuses associations régionales interviennent dans la « Grande Ile ». La création d'association, leur domaine d'activité et les sites d'intervention sont la plus part du temps définis en fonction d'affinités entre malgaches et bretons et les besoins locaux exprimés.

Ces actions sur le terrain ont montré leur efficacité pour répondre aux demandes des populations locales. Elles sont cependant la plus part du temps isolées et limitées pour des raisons financières et manque de bénévoles.

Nous avons constaté que les villageois isolés ont tous les mêmes besoins de base qui sont entre autres santé, éducation, alimentation...; la forêt... ne sera bientôt plus qu'un lointain souvenir ; l'avenir des jeunes... pas de formation. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de notre façon d'intervenir et abandonner à leur sort toute cette partie de la population.

Il serait bien sûr impossible de satisfaire toutes les demandes d'interventions en multipliant les créations d'associations, ou agrandir les zones d'interventions de celles en activité. Le bénévolat a ses limites que ce soit pour la disponibilité des bénévoles ou financièrement.

Partant de ces considérations, je propose que nous ayons une réflexion collective concernant une possible évolution de nos actions. Nous unir pour agir en privilégiant la formation des jeunes.

Dans un premier temps, nous ferions réaliser une enquête dans quelques villages pour définir précisément ce qu'attendent en priorité nos amis malgaches. Une fois ces données obtenues, nous proposerions aux associations dont le savoir faire est complémentaire d'établir un budget d'intervention pour travailler ensemble dans le même village cela, pour une durée de trois ans. Nous appellerions ce village « Village Pilote ».

Nous inclurions dans nos actions un paramètre supplémentaire indispensable qui ne devrait malheureusement pas ressortir de l'enquête: la formation. Il faut impérativement qu'à la fin de notre programme triennal que des référents locaux, chacun dans leur spécialité, soient capables de transmettre le savoir aux villages voisins. Un travail pour lequel ils seraient rétribués, en fonction des résultats obtenus.

Que pourrions nous réaliser dans ce village et quels seraient les avantages d'une intervention groupée ? Prenons comme exemple les quatre activités suivantes: jardinage, reboisement, alimentation en eau, culture plantes médicinales. Nous savons que le jardinage permettrait d'augmenter les ressources en légumes. Une pépinière permettrait la reforestation. La culture de plantes médicinales de remplacer certains médicaments utilisables par le CSB et la population locale. Ces trois activités seraient aussi source de revenus. Pour appliquer ces actions séparément cela nécessiterait l'intervention de quatre associations avec, pour chaque site du matériel spécifique. La première association pour le jardinage ; la seconde qui pourrait être le Conservatoire du Stangalard pour la pépinière; la troisième Jardin du monde pour les plantes médicinales et la quatrième Diego-Brest pour la santé.

Pour mener à bien les travaux dans quatre villages, il faudrait creuser quatre puits, utiliser quatre pompes pour l'eau nécessaire aux cultures ; deux séchoirs solaires (Un pour Jardin du monde le second pour le jardinage) pour déshydrater les fruits et légumes et les herbes médicinales Des outils pour le jardinage, quelquefois identiques à ceux utilisés pour la pépinière.

Ce simple exemple montre qu'une intervention groupée permettrait d'économiser l'achat de trois pompes, un séchoir, éviter de creuser trois puits et de limiter l'achat d'outils pour jardiner. En dehors de ces remarques mercantiles, le fait de rassembler ces activités créerait sûrement une certaine émulation entre les travailleurs locaux.

En 2013 nous allons organiser des rencontres inter association pour essayer de concrétiser le projet. Si l'accueil est positif, nous pourrions alors le proposer aux responsables régionaux ainsi qu'aux autorités malgaches.